



PRESS RELEASE

La crise financière mondiale est la plus grande menace qui pèse sur l'amélioration de l'accès à la santé pour les plus pauvres et les plus vulnérables – ONU

Genève, le 3 juillet – Plus de 300 délégués, dont des ministres de la Santé/du Développement et des dirigeants de groupes issus de la société civile, des institutions financières internationales et du secteur privé, se retrouveront à Genève pour le Débat de haut niveau annuel du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), qui se tiendra du 6 au 9 juillet. Ces dirigeants débattront et feront des recommandations sur la manière dont, face à la crise financière mondiale, la planète peut maintenir, voire accélérer ses engagements envers la santé publique mondiale et veiller à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon ouvrira le débat de haut niveau de l'ECOSOC, présidé par la présidente du Conseil, Sylvie Lucas, du Luxembourg. Les autres personnalités de haut rang qui prendront la parole au cours de la réunion comprennent le président de la Confédération suisse Hans-Rudolf Merz et la princesse Muna al-Hussein du Royaume hachémite de Jordanie. L'Examen ministériel annuel, un forum de haut niveau qui se déroule pendant le débat de haut niveau de l'ECOSOC, sera consacré à la réalisation des objectifs et engagements convenus au plan international dans le domaine de la santé mondiale.

Dans un rapport destiné à nourrir les débats lors de l'Examen ministériel annuel sur la santé mondiale, le Secrétaire général Ban explique que cette dernière reste au cœur des objectifs convenus au plan international et qu'elle est une condition préalable à tout progrès sur la voie de la plupart des OMD. Pour lui, le ralentissement de l'économie mondiale risque de réduire à néant les avancées des dix dernières années, ce qui, dans certains cas, a déjà commencé. La crise touchera tous les pays, mais elle aura un impact disproportionné sur les populations les plus pauvres et les plus vulnérables.

INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ

Il est probable que la crise financière accentuera un peu partout les inégalités sanitaires globales qui persistent au sein des pays et entre différentes nations. Dans la plupart des cas, la différence est due aux conditions dans lesquelles on naît, on grandit, on vit, on travaille et on vieillit. Des problèmes sous-jacents comme l'inégalité entre les sexes entrent pour beaucoup dans ces inégalités, comme on peut le constater au vu des grandes différences qui persistent dans le domaine de la santé pour les femmes et les filles, lesquelles sont souvent moins bien loties que les hommes et les garçons.

D'après le rapport, ces inégalités sanitaires sont particulièrement flagrantes dans un certain nombre de domaines, notamment l'absence de progrès au niveau de la santé maternelle et infantile. En 2005, plus d'un demi million de femmes sont mortes suite à des complications liées à la grossesse. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent de ces décès ont eu lieu dans les régions en développement, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud comptabilisant 86 % d'entre eux. La santé maternelle et la santé infantile sont deux domaines caractérisés par une insuffisance de ressources, et une absence de volonté politique et de leadership de haut niveau. Il faudra investir davantage dans des systèmes sanitaires bien gérés, en particulier pour les soins de santé primaires, si l'on veut faire des progrès.

Environ 1,2 milliard d'individus, parmi les plus pauvres de la planète, continuent de subir les effets invalidants des maladies tropicales orphelines. Bien que celles-ci soient évidemment évitables et faciles à soigner, elles persistent

presque exclusivement chez les populations pauvres des zones les moins développées du monde – en partie, parce qu’elles sont régulièrement ignorées par la recherche régie par le profit et les initiatives de développement.

C’est pourquoi il est particulièrement important, en cette période de ralentissement économique, d’accroître les investissements dans les secteurs sanitaires et sociaux afin d’améliorer l’accès à la santé pour les plus pauvres et les plus vulnérables. Le rapport fait remarquer que la couverture universelle ne ferait pas que protéger les pauvres, ce serait aussi le moyen le moins coûteux et le plus efficace d’utiliser des ressources limitées.

DES ENGAGEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EN FAVEUR DE LA SANTÉ

Toujours d’après le rapport, un bien trop grand nombre de pays ont des systèmes de santé fragiles, après des décennies de mauvaise planification, d’investissements mal gérés et une coordination inefficace de l’aide : « Ils sont fragiles parce qu’on n’est pas arrivé à investir à long terme dans les infrastructures sanitaires de base, les services et le personnel », affirme-t-il.

Pour remédier à la faiblesse et au manque d’efficacité des systèmes sanitaires, le rapport affirme qu’il est plus important que jamais d’honorer sans faillir les engagements de l’aide au développement et de prévoir d’importantes allocations budgétaires nationales pour le secteur de la santé. « Nous devons aussi trouver le moyen d’utiliser des ressources limitées de façon plus intelligente. Les nouvelles technologies offrent un potentiel énorme et permettront d’en faire plus dans un environnement aux ressources limitées », note le rapport.

Au vu des disparités criantes qui sont apparues au cours des dernières années, le rapport fait valoir que l’aspect le plus troublant de la santé publique mondiale, c’est la persistance des inégalités en termes de résultats sanitaires. La différence d’espérance de vie peut être de plus de 40 ans selon qu’on vit dans les pays les plus riches ou les plus pauvres, et les raisons de cet écart sont à chercher en partie dans l’accès des populations aux services sanitaires.

Le rapport exhorte tous les gouvernements et dirigeants politiques à garder le cap, en cette période de crise économique et financière, afin de renforcer et améliorer les performances des systèmes sanitaires et protéger la santé des populations, en particulier les plus pauvres qui sont le plus dans le besoin.

Les conséquences de l’inaction peuvent être catastrophiques pour la santé publique, avertit le rapport, et peuvent inclure un accroissement de la malnutrition, de la mortalité et de la morbidité maternelles et infantiles ou des maladies infectieuses.

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SANTÉ

Selon le rapport du Secrétaire général, les changements climatiques rallongent la saison de transmission des maladies vectorielles comme le paludisme ou la fièvre dengue et altèrent leur portée géographique. Ces maladies risquent alors de gagner des régions où la population n’a pas de protection immunitaire ni d’infrastructures sanitaires adaptées. À la longue, ajoute le rapport, les changements climatiques pourraient exacerber la pénurie d’eau dans le monde entier, ce qui aura inévitablement un impact important sur la santé humaine.

Le rapport prévient également que dans certains pays africains, l’agriculture pluviale pourrait connaître une réduction de près de 50 % d’ici 2020. Des températures excessivement élevées peuvent se révéler mortelles ; on l’a constaté en Europe au cours de l’été 2003, où l’on estime que 70 000 décès supplémentaires ont résulté des chaleurs extrêmes. D’ici la deuxième moitié de ce siècle, on s’attend à ce que de telles températures deviennent la norme.

« Pour minimiser l’accroissement des risques sanitaires, faciliter la réalisation et le maintien des OMD, aider les communautés à se défendre, en particulier les plus vulnérables, il est impératif que les négociations intergouvernementales sur les changements climatiques au titre de la CCNUCC aboutissent en ce qui concerne l’atténuation et l’adaptation au changement climatique », avertit le rapport.

AIDE, ÉCHANGES COMMERCIAUX ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE

Le rapport souligne que l’aide, les échanges commerciaux et l’allègement de la dette sont tous cruciaux pour les pays en développement se trouvant déjà dans une situation financière difficile et devant répondre à des besoins concurrents. Le total des flux d’aide publique au développement (APD) en provenance des pays donateurs est passé à 119,8 milliards

de dollars en 2008, contre 103,7 milliards en 2007.

Au cours des dernières années, le total de l'aide – de sources officielles ou privées – destinée à la santé a plus que doublé. Il était d'environ 16,7 milliards de dollars en 2006 contre 6,8 milliards en 2000, et le rapport du Secrétaire général exhorte les gouvernements à ne pas relâcher leurs efforts en ce qui concerne la santé mondiale. « Sans des améliorations urgentes et des engagements à long terme pour renforcer et améliorer les performances et les capacités des systèmes sanitaires, les OMD ayant trait à la santé seront difficiles à atteindre », prévient-il.

Le rapport relève que le renforcement des systèmes sanitaires représente un domaine crucial où une action concertée au sein du système des Nations Unies et au-delà est nécessaire, et le Secrétaire général a demandé à un groupe de directeurs d'agences travaillant sur la santé mondiale d'en faire une priorité. Il a souligné en particulier le manque de médecins, d'infirmières et autre personnel médical et l'importance de systèmes de protection sociale, comme l'assurance santé, qui est essentielle pour épargner aux pauvres des dépenses de santé catastrophiques, lesquelles poussent chaque année environ 100 millions de personnes sous le seuil de pauvreté.

Le Secrétaire général s'est félicité des récentes initiatives sanitaires mondiales à grande échelle – comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'Alliance mondiale pour la vaccination (GAVI) et PEPFAR, entre autres – qui ont réussi à diriger des flux considérables de fonds vers certains pays pour des maladies ou interventions précises. Il estime qu'il faut à présent aller au-delà de ces initiatives pour renforcer les services sanitaires et les diffuser à grande échelle.

L'ECOSOC

L'ECOSOC coordonne le travail de 14 agences spécialisées des Nations Unies, de 10 commissions thématiques et de 5 commissions régionales, reçoit les rapports de 10 fonds et programmes des Nations Unies et élabore des recommandations politiques à l'intention du système des Nations Unies et des Etats membres. Le Conseil de 54 membres se réunit chaque année, en alternance à New York et Genève. Cette année, la Présidente du Conseil est Sylvie Lucas, Représentante permanente du Luxembourg auprès des Nations Unies.

Outre les ministres et hauts fonctionnaires des Etats Membres et agences, fonds et programmes des Nations Unies, les délégués qui participeront aux débats comprendront la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé, Margaret Chan, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales Sha Zukang, le vice-président de la Banque mondiale Joy Phumaphi, le Directeur général de l'OMS, Pascal Lamy, le Secrétaire général de la CNUCED, Supachai Panitchpakdi, le Directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le Dr. Michel Kazatchkine, le Sous-Directeur général du Fonds monétaire international, Murilo Portugal et le Conseiller spécial du Secrétaire général pour un financement novateur du développement et président d' UNITAID, Philippe Douste-Blazy.

L'Examen ministériel annuel cherche à encourager et à évaluer les progrès engrangés sur la voie de la réalisation de l'agenda du développement de l'ONU, dont les OMD, tel qu'il a été convenu lors des grandes conférences et réunions au sommet organisées depuis les années 1990. Il servira de forum de haut niveau pour l'engagement politique et le partage des connaissances, et espère produire une Déclaration ministérielle approuvée par tous les participants.

CONTACTS MÉDIA :

Newton Kanhema, Département de l'Information des Nations Unies

Tél. : +1 646 207 1950, Courriel : kanhema@un.org

Olav Huslid, UN Information Service at Geneva

Tel +41 22 9172326, E-mail: ohuslid@unog.ch

IN NEW YORK

Paul Simon, Département des Affaires économiques et sociales des NU

Tél. : +917 367 5027, Courriel : simonp@un.org